

« Dans la boîte noire des politiques de sécurité »

Renouveler l'étude des pratiques et discours

Appel à communication pour une Journée d'étude doctorale

Université Paris 8 – CRESPPA, 17 Juin 2016

Argumentaire

En matière d'études sur les politiques publiques de « sécurité », la simple définition de l'objet « sécurité/sécuritaire » donne à voir un schisme scientifique, qui bien qu'évocateur, demeure flou et peu défini, prisonnier d'approches paradigmatiques perçues et présentées comme contradictoires. Bon nombre de travaux s'intéressent à la construction et à l'évolution des catégories délinquantes, au prisme des activités des policiers et magistrats qui œuvrent au quotidien à la définition de leurs publics (Jobard, 2006). D'autres travaux s'intéressent davantage aux énoncés et discours publics formulés par les pouvoirs publics (Bonelli, 2010), les intellectuels ou « nouveaux experts » (Mucchielli, 2002). Ces deux approches, trop rarement complémentaires vont souvent jusqu'à provoquer des controverses.

Plus encore, l'objet est au cœur de controverses impliquant la relation du chercheur à la commande publique et aux « problèmes publics ». Citons les travaux produits à partir des demandes institutionnelles d'évaluation des politiques publiques ou de leurs catégories (Roché, 2008 et, Body-Gendrot 1998...). Critiqués pour leur démarche normative vis-à-vis des questions d'efficacité de ces politiques et captive des catégories de discours et d'action politico-médiatiques, elles éluderaient ainsi la question de la fonction de ces politiques. Il est souvent rétorqué qu'à l'inverse, les recherches centrées sur les vellétés énoncées explicitement par les pouvoirs publics peuvent produire un effet déformant consistant à impliquer les acteurs étudiés dans des logiques de créations artificielles et pleinement performatives (Rigouste, 2009 et Garnier 2012) en anticipant des effets de politiques publiques sans leur associer une étude des effets selon des indicateurs opérants. Une frontière a ainsi été progressivement tracée au sein de ce sous-champ d'étude, sous l'effet dopant de cette controverse et de l'émergence des questions de victimation et de sentiment d'insécurité au sein des arènes politiques et médiatiques.

Cette division entre institutions et acteurs, discours et pratiques, production et réception des politiques publiques, objets de la science politique historiquement ou plus récemment légitimes révèle in fine une hétérogénéité de regards scientifiques qui pourraient dans certains cas s'enrichir mutuellement. L'utilisation même des termes « sécurité » ou « sécuritaire » évoque en elle-même deux objets qui ne se recoupent que partiellement, le premier s'attachant à l'étude de politiques publiques pouvant être variées et s'attachant à assurer la fonction régaliennne de protection des citoyens (sécurité intérieure, extérieure, environnementale ...) et le second aux tendances de diverses formes de contrôle social qui tendent à mettre la sécurité au cœur de leur intervention aux dépens, entre autres, de la question sociale.

Au-delà du cadre de controverse existant, dont il faut souligner les apports comme les limites, nous nous proposons de déplacer nos réflexions autour des interconnexions entre l'étude des discours et des pratiques, entre vellétés et effets. **Comment les injonctions formulées en**

politiques publiques, ou dans l'arène médiatique se retrouvent en tension avec les logiques professionnelles des institutions répressives ? De quels jeux de relations entre acteurs, intellectuels, politiques, policiers, judiciaires, « riverains », ou étiquetés comme « délinquants » dépendent cette co-construction? Comment ceux-ci ajustent leurs catégories d'action et de discours en fonction de leurs ressources et contraintes ? Comment enquêter ainsi sur des services, des acteurs et des instruments de contrôle social dont l'activité échappe des mains de ceux qui les promeuvent ? **Comment appréhender ce qui, bien loin de participer d'un brouillage des frontières entre catégorisations, entre acteurs et logiques professionnelles, constituent des dynamiques de spécialisation ?** Comment disséquer la masse floue, de « l'opinion publique », des « riverains » ou « usagers » uniquement « demandeurs » d'action publique pour replacer les populations policées comme actrices (bon gré, mal gré) de ces politiques ? Comment situer socialement leurs répertoires d'action et les dynamiques conflictuelles ?

En tentant d'articuler de façon dialectique et relationnelle l'étude des discours et politiques publiques sécuritaires avec celle des pratiques d'acteurs, nous souhaitons donc participer à la production d'une compréhension dynamique des processus et logiques d'actions multiples, contingentes, déterminées socialement, parfois contradictoires, qui concourent à la production des politiques sécuritaires.

Il s'agira donc enfin de participer à renouveler la culture scientifique à ce sujet en dépassant les considérations de similitudes de discours et d'action formulés à priori, d'étudier les continuums, évolutions et/ou ruptures qui peuvent être relevées dans les pratiques d'acteurs comme dans les référentiels de l'action publique. Il s'agira ainsi de changer d'échelles (temporelles, institutionnelles...) et reposer l'hypothèse d'une systémie dans la construction et la mise en œuvre des politiques sécuritaires, en recul à l'égard des postures évènementialistes.

Nous organisons ainsi une première journée d'études, qui se fixe comme objectif de rassembler les jeunes chercheurs s'intéressant aux politiques publiques de sécurité, selon trois axes qui ne se veulent pas exhaustifs mais qui constituent des pistes de réflexions :

- **Axe 1 :** Enquêter sur les politiques publiques de sécurité : Comment construire son objet de recherche et son cadre d'enquête ? Comment et définir et redéfinir son objet et le statut de l'enquêté dans le cadre de la relation d'enquête ?
- **Axe 2 :** Comment repenser l'étude des politiques de sécurité, les discours et injonctions au prisme des pratiques effectives des acteurs de ce qui constitue un espace d'interaction autour de la production, mise en œuvre et réception de ces politiques ? Comment appréhender les discours officiels en tant qu'identité professionnelle, militante, personnelle, intervenant dans des processus anciens, institués, ou plus récents ?
- **Axe 3 :** Dans quelle mesure et par quels processus, les alternances de responsabilités et de pouvoir ont-elles des influences concrètes sur les pratiques ? Comment appréhender les conditions de déflation ou de consécration de certains dispositifs, instruments, ou plus généralement, de discours et d'action sécuritaire ?

Modalités pratiques d'organisation

Nous souhaitons, en organisant cette journée d'étude, participer à regrouper les jeunes chercheurs (doctorants, docteurs non titulaires) qui travaillent sur ces sujets, en espérant que celle-ci nous permette de nous (re)rencontrer et de penser ensemble les possibilités d'interactions entre nos sujets et de réflexions (voire de futurs travaux et/ou événements) communes. À partir de propositions de communication relevant de l'étude de discours, de pratiques, ou de leurs interconnexions, nous ambitionnons de construire des panels permettant le dialogue entre ces travaux.

Nous chercherons également à faire en sorte que les jeunes chercheurs participant à cette journée puissent être discutés par des chercheurs et enseignants-chercheurs titulaires.

Les communications s'inscrivant dans une perspective internationale peuvent être bienvenues, à condition de s'inscrire dans l'un de ces axes. Si ceux-ci ne se situent pas dans une perspective comparative incluant un terrain en France, il pourra vous être proposé de préparer une communication commune avec un autre jeune chercheur.

Les propositions de communication sont attendues pour le 13 Mars 2016, ne devront pas excéder 1500 signes et seront réceptionnées à l'adresse je.polsecu@gmail.com. Le document devra comporter le nom, prénom, adresse mail, statut et appartenances institutionnelles de l'auteur. Les réponses seront envoyées début Avril 2016 avec, le cas échéant, des propositions de collaboration à discuter. Dans la mesure du possible, le comité d'organisation tentera de prendre en charge une partie des éventuels frais liés à la participation à la journée d'étude pour les non-franciliens. Suivant le nombre de contributions reçues, le comité d'organisation se réserve la possibilité d'organiser cet événement sur deux jours (16 et 17 juin).

Le comité d'organisation :

Marion Guenot, Université Paris 8 / CRESPPA-LabTop

Kevin Vacher, Université Paris 8 / CRESPPA-GTM